

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 23 MAI 2025

**portant autorisation à la société Alpha pour l'exploitation
d'un centre de gestion et de valorisation de stockage de déchets
implanté zone industrielle Sandgrube
sur le territoire de la commune de Rosheim
AIOT 0006704098**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de

déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU** l'arrêté du 08 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain, protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2015 codifiant les prescriptions réglementant les activités exercées par la société ALPHA sur son site situé zone industrielle Sandgrube à Rosheim ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2019 portant prescriptions complémentaires à la société ALPHA pour l'exploitation de ses installations situées zone industrielle Sandgrube à Rosheim ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 juin 2023 portant prescriptions complémentaires à la société ALPHA VEOLIA pour l'exploitation de ses installations situées à Rosheim, zone industrielle Sandgrube ;
- VU** le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Grand Est du 24 janvier 2020 ;
- VU** le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Bourgogne Franche-Comté du 16 septembre 2020 ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé par arrêté préfectoral du 18 mars 2022 ;
- VU** la demande du 25 novembre 2022, présentée par la société Alsacienne de propreté (ALPHA) dont le siège social est situé 1 rue Henriette Gallé-Grimm à Nancy (54000), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une plateforme multi-activités de gestion des déchets dont une activité de préparation de CSR (combustibles solides de récupération) située au

lieu-dit « SANDGRUBE » à Rosheim (67560) et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 du code de l'environnement ;

- VU** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 20 juin 2023 et du 13 novembre 2023 ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- VU** l'avis de l'autorité environnementale en date du 17 août 2023 ;
- VU** l'avis favorable sous conditions du conseil national de la protection de la nature du 31 mars 2024 ;
- VU** les compléments au dossier apportés le 02 mai 2024 ;
- VU** la décision en date du 11 décembre 2024 du président du tribunal administratif de Strasbourg, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 32 jours du lundi 20 janvier 2025 à 8 heures au jeudi 20 février 2025 inclus sur le territoire des communes de Rosheim, Altorf, Bischoffsheim, Dorlisheim, Griesheim-près-Molsheim et Molsheim ;
- VU** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- VU** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 17 avril 2025 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis en date du 29 avril 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- VU** les observations de la société ALPHA sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence du ruisseau Rosenmeer et du périmètre de protection éloignés des forages de Griesheim aux abords du site projeté ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

CONSIDÉRANT que la dérogation demandée porte sur les interdictions de capture et d'enlèvement de destruction et de perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 08 janvier 2021 susvisé, pris en application de l'article L.411-1 du code de l'environnement, interdit la capture et l'enlèvement, la destruction et la perturbation intentionnelle de spécimens, la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des animaux des espèces qu'il liste, dont le Crapaud vert (*Bufotes viridis*), le Crapaud calamite (*Epidalea calamita*) et le Lézard des murailles (*Podarcis Muralis*) ;

CONSIDÉRANT que le 4° du I de l'article L.411-2 du code de l'environnement dispose que « La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées [à] l'article L. 411-1 [ne peut se faire qu'] à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante [...] et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle [...] a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ; b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ; c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; d) A des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction de ces espèces et pour des opérations de reproduction nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle des plantes ; e) Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, d'une manière sélective et dans une mesure limitée, la prise ou la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens » ;

CONSIDÉRANT que l'article R.411-11 du code de l'environnement dispose que « Les dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 précisent les conditions d'exécution de l'opération concernée » ;

CONSIDÉRANT que le projet permet la substitution d'un important volume d'énergie carbonée, le charbon, par une énergie renouvelable, incinération de combustibles solides de récupération, au profit de l'usine SOLVAY de Dombasle-sur-Meurthe, qu'ainsi la demande présentée relève d'une raison impérative d'intérêt public majeur de nature économique et sociale ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts du projet proposées dans le dossier de demande de dérogation, reprises et complétées au présent arrêté garantissent que l'opération projetée ne nuira pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leurs aires respectives de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'octroi d'une dérogation aux interdictions susmentionnées se trouvent réunies ;

APRÈS communication du projet d'arrêté au pétitionnaire ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est,

ARRÊTE

SOMMAIRE

TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	7
ARTICLE 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	7
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	7
1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations.....	7
1.1.3 Autorisations embarquées.....	7
1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	7
ARTICLE 1.2 : Nature des installations.....	7
1.2.1 Réglementation IED.....	9
ARTICLE 1.3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	9
ARTICLE 1.4 : Cessation d'activité et remise en état.....	9
ARTICLE 1.5 : Garanties financières.....	9
1.5.1 Montant des garanties financières.....	9
1.5.2 Établissement des garanties financières.....	10
ARTICLE 1.6 : Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	10
ARTICLE 1.7 : Rapport d'incident ou d'accident.....	10
TITRE 2 - Protection de la qualité de l'air.....	11
ARTICLE 2 : Captation et Canalisation.....	11
TITRE 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	11
ARTICLE 3.1 : Prélèvements et consommations d'eau.....	11
ARTICLE 3.2 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	11
3.2.1 Points de rejet.....	11
3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	11
ARTICLE 3.3 : Limitation des rejets.....	12
3.3.1 Caractéristiques des rejets externes.....	12
ARTICLE 3.4 : Surveillance des prélèvements et des rejets.....	13
3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau.....	13
3.4.2 Contrôle des rejets.....	13
3.4.3 Contrôles de recalage (eau).....	13
ARTICLE 3.5 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	13
3.5.1 Surveillance des eaux souterraines.....	13
3.5.2 Surveillance des sols.....	14
3.5.3 Surveillance des eaux de surface.....	14
3.5.4 Bilan annuel des épandages.....	14
ARTICLE 3.6 : Dispositions spécifiques sécheresse.....	14
TITRE 4 - Autorisations embarquées et mesures d'évitement, de réduction et de compensation.....	15
ARTICLE 4.1 : Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés.....	15
Nature de la dérogation.....	15
Conditions de la dérogation.....	15
ARTICLE 4.2 : Suivi des mesures.....	15
TITRE 5 - Protection du cadre de vie.....	16
ARTICLE 5.1 : Limitation des niveaux de bruit.....	16
5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	16
5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	16
5.1.3 Valeurs limites d'émergence.....	16
5.1.4 Bruits à tonalité marquée.....	16
5.1.5 Vibrations.....	16
ARTICLE 5.2 : Limitation des émissions lumineuses.....	16
ARTICLE 5.3 : Insertion paysagère.....	16
ARTICLE 6.1 : Conception des installations.....	17
6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu.....	17
6.1.2 Désenfumage.....	17
6.1.3 Organisation des stockages.....	17
6.1.4 Installations électriques.....	17
6.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	17
6.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	17
ARTICLE 6.2 : Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents.....	17

6.2.4 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité.....	17
6.2.5 Événements et parois soufflables.....	17
ARTICLE 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	17
6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie.....	17
6.3.2 Organisation.....	17
TITRE 7 - Prévention et gestion des déchets.....	18
ARTICLE 7.1 : Prévention et gestion des déchets.....	18
ARTICLE 7.2 : Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	18
ARTICLE 7.3 : Limitation du stockage sur site.....	18
ARTICLE 7.4 : Gestion des déchets reçus par l'installation.....	18
7.4.1 Conception des installations.....	18
7.4.2 Description des déchets entrants.....	18
TITRE 8 - Conditions particulières applicables à certaines installations et équipements connexes.....	21
Néant.....	21
TITRE 9 – DISPOSITIONS FINALES.....	21
ARTICLE 9.1 : Caducité.....	21
ARTICLE 9.2 : Délais et voies de recours.....	22
ARTICLE 9.3 : Publicité.....	22
ARTICLE 9.4 : Exécution.....	22
ANNEXE.....	23

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société ALPHA, (SIRET 30321551100161), dont le siège social est situé 1 rue Henriette Gallé-Grimm à Nancy (54000) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter sur le territoire de Rosheim, dans la zone industrielle Sandgrube à Rosheim (coordonnées Lambert 93 X= 1032071 et Y = 6831980), les installations détaillées dans les articles suivants.

Cet arrêté abroge et remplace les arrêtés préfectoraux :

- du 14 janvier 2015 codifiant les prescriptions réglementant les activités exercées par la société ALPHA sur son site situé zone industrielle Sandgrube à Rosheim ;
- du 1^{er} octobre 2019 portant prescriptions complémentaires à la société ALPHA pour l'exploitation de ses installations situées zone industrielle Sandgrube à Rosheim ;
- du 19 juin 2023 portant prescriptions complémentaires à la société ALPHA VEOLIA pour l'exploitation de ses installations situées à Rosheim, zone industrielle Sandgrube.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Section	Surface
Rosheim	203	23	9 ha 85 a 20 ca
Rosheim	104	23	6 a 75 ca
Rosheim	105	23	16 a 15 ca

1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu :

- d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du Code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration. Le site relève du régime de la déclaration pour la rubrique 1.1.1.0 (sondage, forage... exécuté en vue de la surveillance des eaux souterraines) concernant les 8 piézomètres déjà installés sur le site pour la surveillance des eaux souterraines ;
- de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L.411-2.

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

ARTICLE 1.2 : Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Régime (*)	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée
2710-2-b	DC	Installations de collecte apportés par le producteur initial de ces déchets, 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	capacité de l'installation : - bois : 75 m ³ - gravats : 50 m ³ - déchets industriels banals : 75 m ³ - cartons : 15 m ³ - plastiques : 15 m ³ - polystyrène : 1 m ³ - déchets verts : 50 m ³ - ferrailles : 5 m ³	Volume maximal de stockage : 286 m ³
2711-2	DC	Installation de transit,regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques ou électroniques Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³		Volume maximal de stockage : 300 m ³
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	centre de tri : déchets issus de la collecte sélective (cartons, papiers, plastiques...)	Volume maximal de stockage : 7 000 m ³
2715	D	Installation de transit, regroupement, tri de déchets non dangereux de verre Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	Installation non modifiée	Volume maximal de stockage : 1 000 m ³
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	stockage d'ordures ménagères, encombrants, déchets d'activités économiques en transit	Volume maximal de stockage : 1 500 m ³
2760-2-b	A	Installation de stockage de déchets 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la rubrique 3540 (E) b) Autres installations que celles mentionnées au a	casier dédié à l'amiante liée à des matériaux inertes : durée d'exploitation jusqu'au 31 décembre 2029	Capacités de stockage : - totale : 23 300 t - annuelle : 700 t
2760-3	E	Installation de stockage de déchets 3. Installation de stockage de déchets inertes		Capacité de stockage : - totale 735 433 m ³ - 40 000 m ³ /an (soit 60 000 t/an)
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	Fabrication de CSR : 300 t/j Broyage de bois : 300 t/j	Quantité de déchets traités : 600 t/j
2794-1	E	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j ;		Quantité de déchets traités : 200 t/j

Rubrique ICPE	Régime (*)	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée
3532	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes	fabrication de CSR (combustible solide de récupération)	Capacité maximale de traitement : 300 t/j

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA (avec alinéa)	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation (bien détailler)	Quantité autorisée (avec unité)	Régime (*)
1.1.1.0	sondage, forage... exécuté en vue de la surveillance des eaux souterraines	piézomètres	8	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3532 relative à la valorisation de déchets non dangereux non inertes et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT «traitements des déchets».

ARTICLE 1.3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence¹.

ARTICLE 1.4 : Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant :

- parcelle 203 de la section 23 de la commune de Rosheim : usage industriel ;
- parcelles 104 et 105 de la section 23 de la commune de Rosheim : autre usage (naturel).

ARTICLE 1.5 : Garanties financières

1.5.1 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour la rubrique 2760-2-b. Le montant de référence est basé sur une quantité maximale de 7 300 tonnes d'amiante pouvant être entreposées sur le site définie à l'article 1.2 du présent arrêté.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à **594 688,00 € TTC**.

Les garanties financières sont établies pour la durée de l'exploitation jusqu'au 31 décembre 2029 et pour la période de post exploitation de minimum 10 ans.

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01 ;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

1.5.2 Établissement des garanties financières

1 an après notification du présent arrêté, les garanties financières doivent être constituées dans les conditions prévues. L'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 1.6 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.7 : Rapport d'incident ou d'accident

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous **15 jours** à l'inspection des installations classées.

En complément des dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions court-terme.

Ce rapport est complété dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et - pour les incidents dont la criticité dépasse le seuil correspondant fixé dans la procédure d'enquête et analyse des incidents de l'exploitant - la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARPI ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

ARTICLE 2 : Captation et Canalisation

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage, du broyage et du transport de produits dans l'installation.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 : Prélèvements et consommations d'eau

L'alimentation en eau potable du site est assurée par le réseau public communal de la ville de Rosheim.

Il est rappelé que la consommation d'eau sera uniquement pour un usage sanitaire et pour l'activité de lavage des camions, le sprinklage et le réseau RIA.

ARTICLE 3.2 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : ...(eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc).

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X : 1032054 Y : 6831685	eaux issues du nettoyage des poids-lourds, des engins du site et du matériel de collecte eaux pluviales ruisselant au niveau de la station-service	réseau eaux usées	station d'épuration collective de Rosheim (026741100816)	convention
Pt N° 1bis	X : 1032054 Y : 6831685	eaux issues des lixiviats du transit d'ordures ménagères eaux vannes	réseau eaux usées	station d'épuration collective de Rosheim (026741100816)	convention
Pt N°2	X : 1032266 Y : 6831726	eaux pluviales collectées sur le site (toiture et voirie hors station-service)	milieu naturel	Ruisseau le ROSENMEER (A2620300)	

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Pour les points 1 et 1bis

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Pour le point 2

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

ARTICLE 3.3 : Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n° 1 :

- Température < **30 °C** ;
- pH : **5,5-8,5** ;
- Débit maximal journalier : 27 m³/j.

Paramètres	Valeurs limites de concentration
MEST	600 mg/l
DBO5	800 mg/l
DCO	2000 mg/l
Chrome hexavalent	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
AOX	5 mg/l
Indice Phénol	0,1 mg/l
Métaux totaux	15 mg/l
Cyanures totaux	0,1 mg/l
Arsenic	0,1 mg/l

Point de rejet référencé n° 1 bis :

- Température < **30 °C** ;
- pH : **5,5-8,5** ;
- Débit maximal journalier : 3 m³/j.

Paramètres	Valeurs limites de concentration
MEST	600 mg/l
DBO5	800 mg/l
DCO	2000 mg/l
Chrome hexavalent	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
AOX	5 mg/l
Indice Phénol	0,1 mg/l
Métaux totaux	15 mg/l
Cyanures totaux	0,1 mg/l
Arsenic	0,1 mg/l

Point de rejet référencé n° 2 :

- Température < **30 °C** ;

- pH : **5,5-8,5** ;
- Débit maximal journalier : 20 l/s.

Paramètres	Valeurs limites de concentration
MEST	25 mg/l
DBO5	30 mg/l
DCO	100 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Phosphore total (exprimé en P)	10 mg/l
Azote total (exprimé en N)	30 mg/l
Ammonium	0,5 mg/l

ARTICLE 3.4 : Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Néant

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
1 et 1bis	pH	1302	trimestrielle	trimestrielle
	Température	1301		
	MEST	1305		
	DBO5	1095		
	DCO	1314		
	Chrome hexavalent	1371		
	Hydrocarbures totaux	7009		
	AOX	1106		
	Indice Phénol	1440		
	Métaux totaux	8092		
	Cyanures totaux	1390		
	Arsenic	1369		
2	pH	1302	trimestrielle	trimestrielle
	Température	1301		
	MEST	1305		
	DBO5	1095		
	DCO	1314		
	Hydrocarbures totaux	7009		
	Phosphore total (exprimé en P)	1350		
	Azote total (exprimé en N)	6018		
	Ammonium	1335		

3.4.3 Contrôles de recalage (eau)

Néant

ARTICLE 3.5 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	02718X0171/R1	Aval site coté transfo	25,2 m

PZ2	02718X0091	Aval ISDI amont transfert	23,5 m
PZ3	02718X0192	Amont entrée site	33 m
PZ4	02718X0172/R2	Amont début ISDI	18,9 m
PZ5	BSS004NGEK	Aval fibro droite	27 m
PZ6	BSS004NGEL	Aval fibro gauche	27 m
PZ7	BSS004NGEP	Amont fibro droite	25 m
PZ8	BSS004NGEQ	Amont fibro gauche	26 m

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
pH	1302	PZ1 PZ2 PZ3 PZ4 PZ5 PZ6 PZ7 PZ8	trimestrielle
conductivité	1304		
Ammonium (NH ₄)	1335		
Nitrates (NO ₃)	1340		
Nitrites (NO ₂)	1339		
Azote Kjeldahl	1319		
Phosphore total	1350		
Carbone organique total	1350		
Fe	1393		
Mn	1394		
Al	1370		
Cu	1392		
Zn	1983		
AOX	1106		
SO ₄	1338		
chlorures	1337		
hydrocarbures	7009		

3.5.2 Surveillance des sols

Néant

3.5.3 Surveillance des eaux de surface

Néant

3.5.4 Bilan annuel des épandages

Néant

ARTICLE 3.6 : Dispositions spécifiques sécheresse

Néant

TITRE 4 - AUTORISATIONS EMBARQUÉES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

ARTICLE 4.1 : Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés

Nature de la dérogation

L'exploitant est autorisé à déroger aux interdictions de capture, d'enlèvement, de destruction et de perturbation intentionnelle des espèces suivantes :

- Crapaud vert (*Bufo viridis*) ;
- Crapaud calamite (*Epidalea calamita*) ;
- Lézard des murailles (*Podarcis Muralis*).

Cette dérogation est octroyée dans le cadre du projet d'évolution du site de traitement des déchets de ROSHEIM.

Conditions de la dérogation

La présente dérogation est accordée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures décrites dans le dossier. Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des valeurs et des engagements annoncés dans le dossier de demande de dérogation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 4.2 : Suivi des mesures

Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 5.1 : Limitation des niveaux de bruit

5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

5.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.1.4 Bruits à tonalité marquée

Néant

5.1.5 Vibrations

Néant

ARTICLE 5.2 : Limitation des émissions lumineuses

Néant

ARTICLE 5.3 : Insertion paysagère

Néant

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 6.1 : Conception des installations

6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Néant

6.1.2 Désenfumage

Néant

6.1.3 Organisation des stockages

Voir plan en annexe.

6.1.4 Installations électriques

Néant

6.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Néant

6.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Néant

ARTICLE 6.2 : Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

Néant

6.2.4 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Néant

6.2.5 Événements et parois soufflables

Néant

ARTICLE 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après :

- 6 poteaux incendie 60 m³/h et 1 bar et testés régulièrement ;
- une cuve incendie de 1 000 m³ sur lequel est raccordée le réseau du dispositif d'extinction automatique d'incendie mis en place au niveau des bâtiments CSR ainsi que la ligne de fabrication des CSR et le bâtiment ouvert de stockage des OMr+DIB/encombrants résiduels et 2 poteaux d'aspiration pour l'intervention des services de secours externe.

6.3.2 Organisation

Néant

ARTICLE 6.5 - Prévention du risque inondation

Néant

TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 7.1 : Prévention et gestion des déchets

Néant

ARTICLE 7.2 : Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés annuellement par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Désignation	Code nomenclature	Quantité estimé (t)	description
Déchets administratifs assimilables à des ordures ménagères	20 01 01	5 t	Valorisation énergétique
Boues de curage de bassin	20 03 04	30 t	Stockage déchets non dangereux
Hydrocarbures issu du débourbeur-déshuileur	13 05 07*	5 t	Traitement spécifique
Huiles usagées	13 02 04*	5 t	Traitement spécifique
Emballages souillés	15 01 10*	1 t	Traitement spécifique
Refus de tri non valorisable	15 01 06	4000 t	Stockage déchets non dangereux
CSR	19 12 10	63000 t	Valorisation énergétique

ARTICLE 7.3 : Limitation du stockage sur site

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux (dont amiante liée à des matériaux inertes)	23 300 t
Déchets inertes	735 433 m ³
CSR	400 t

ARTICLE 7.4 : Gestion des déchets reçus par l'installation

7.4.1 Conception des installations

Néant

7.4.2 Description des déchets entrants

	Type de déchets	code déchet (à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises (en tonnes par an ou par jour pour les installations de traitement, et en tonnage maximal admissible pour les installations de tri, transit, ou regroupement)
Déchets dangereux	fibrociment	17 06 05*	Départements : <ul style="list-style-type: none"> • du Bas-Rhin (67) ; • du Haut-Rhin (68) ; • des Vosges (88) ; • du Territoire de Belfort (90) ; • du Doubs (25). 	700t/an

	Type de déchets	Code déchet (à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises (en tonnes par an ou par jour pour les installations de traitement, et en tonnage maximal admissible pour les installations de tri, transit, ou regroupement)
Déchets non dangereux	Matières plastiques	20 01 39	Bas-Rhin (67) Haut-Rhin (68) Vosges (88) Meurthe-et-Moselle (54) Moselle (57) Haute-Saône (70) Territoire de Belfort (90) Doubs (25)	Centre de tri : Volume maximal de stockage : 7 000 m ³ Collecte apportée par le producteur initial Volume maximal de stockage : 286 m ³
	Cartons papiers	20 01 01		
	Cartons plastiques	20 01 99		
	Pare-chocs	16 01 19		
	Ferrailles	20 01 40		
	Bois	20 01 38		
	Verre	20 01 02		
	Pare-brise	16 01 20		
	Ordures ménagères	20 03 01	Bas-Rhin (67) Haut-Rhin (68) Vosges (88) Meurthe-et-Moselle (54) Moselle (57) Haute-Saône (70) Territoire de Belfort (90) Doubs (25)	Volume maximal de stockage : 1 500 m ³
	Encombrants (*)	20 03 07		Volume maximal de stockage : 3 500 m ³
	Déchets Industriels Banals (*)	20 03 99		Volume maximal de stockage : 1 200 m ³
	Déchets verts (*)	20 02 01		Volume maximal de stockage : 300 m ³
	Déchets d'équipements électriques et électroniques	20 01 36		

(*) Les volumes ne sont pas précisés car ces déchets ne relèvent pas des rubriques 2714/2716 mais de la 2791 (bois hors déchetterie, encombrants et DIB) ou de la 2794 (déchets verts)

	Type de déchets	Code déchet (à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises (en tonnes par an ou par jour pour les installations de traitement, et en tonnage maximal admissible pour les installations de tri, transit, ou regroupement)
Déchets inertes	Terres et pierres ne provenant uniquement de jardins et de parcs à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe	20 02 02	Bas-Rhin (67) Haut-Rhin (68) Vosges (88) Meurthe-et-Moselle (54) Moselle (57)	60 000 t/an
	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés	17 05 04		
	Briques	17 01 02		
	Tuiles et céramiques	17 01 03		
	Béton	17 01 01		
	Mélange de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	17 01 07		

	Type de déchets	code déchet (à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité		Quantités admises (en tonnes par an ou par jour pour les installations de traitement, et en tonnage maximal admissible pour les installations de tri, transit, ou regroupement)
Déchets inertes	Terres et pierres ne provenant uniquement de jardins et de parcs à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe	20 02 02	Bas-Rhin (67) Haut-Rhin (68)	OMr Déchets non dangereux (50 % au minimum) issus des activités économiques, du tout-venant de déchèteries et des écoorganismes Déchets valorisables	60 000 t/an
	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés	17 05 04			
	briques	17 01 02	Bas-Rhin (67) Haut-Rhin (68) Vosges (88) Meurthe-et-Moselle (54) Moselle (57)	Déchets non dangereux (50 % au minimum) issus des activités économiques, du tout-venant de déchèteries et des écoorganismes Déchets valorisables	
	Tuiles et céramiques	17 01 03			
	béton	17 01 01			
	Mélange de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	17 01 07			

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

Néant

TITRE 9 – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 9.1 : Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

ARTICLE 9.2 : Délais et voies de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 9.3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

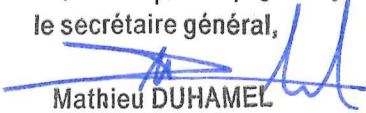
- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de Rosheim du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Rosheim pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement, à savoir : Altorf, Bischoffsheim, Dorlisheim, Griesheim-près-Molsheim et Molsheim ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 9.4 : Exécution

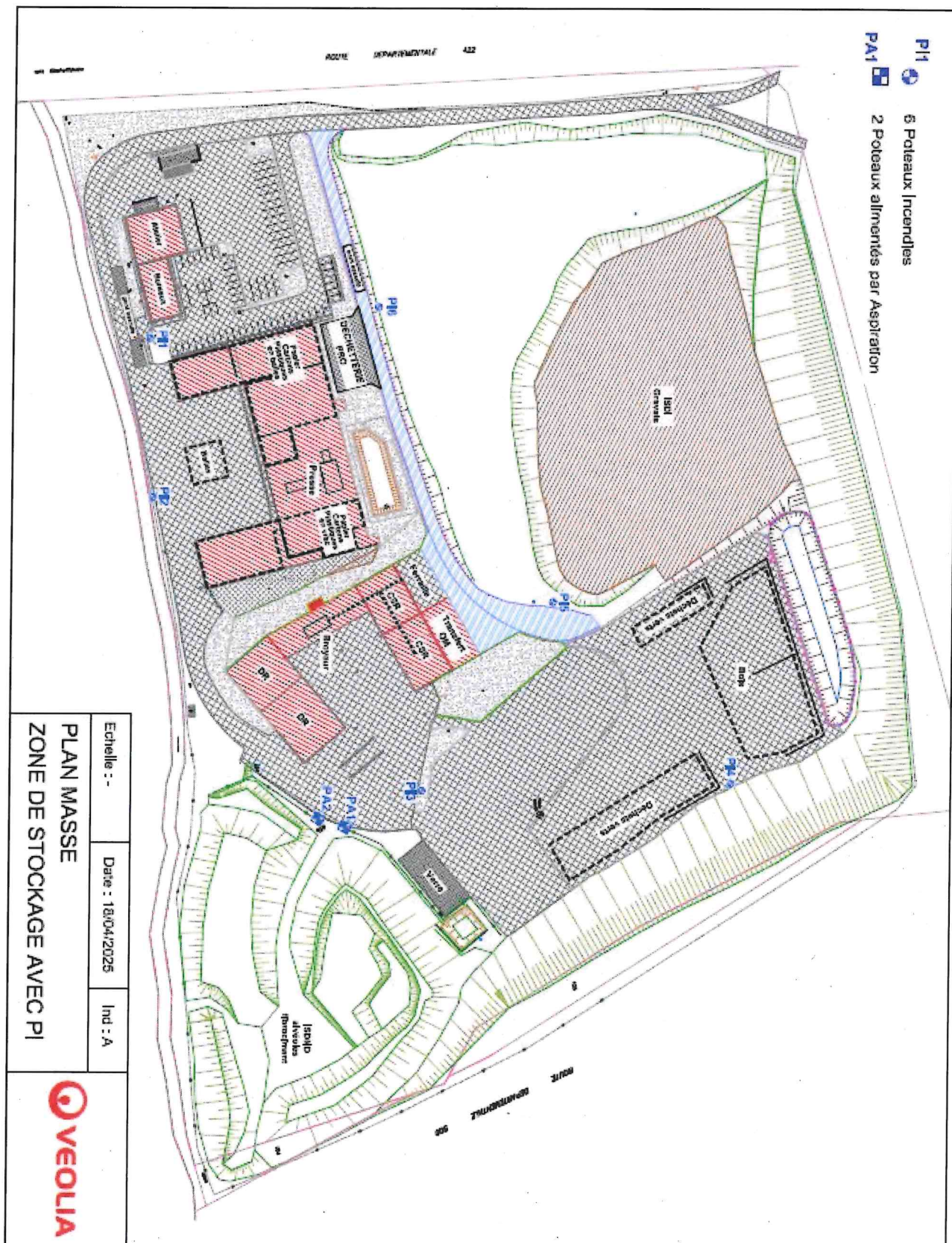
- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société ALPHA,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

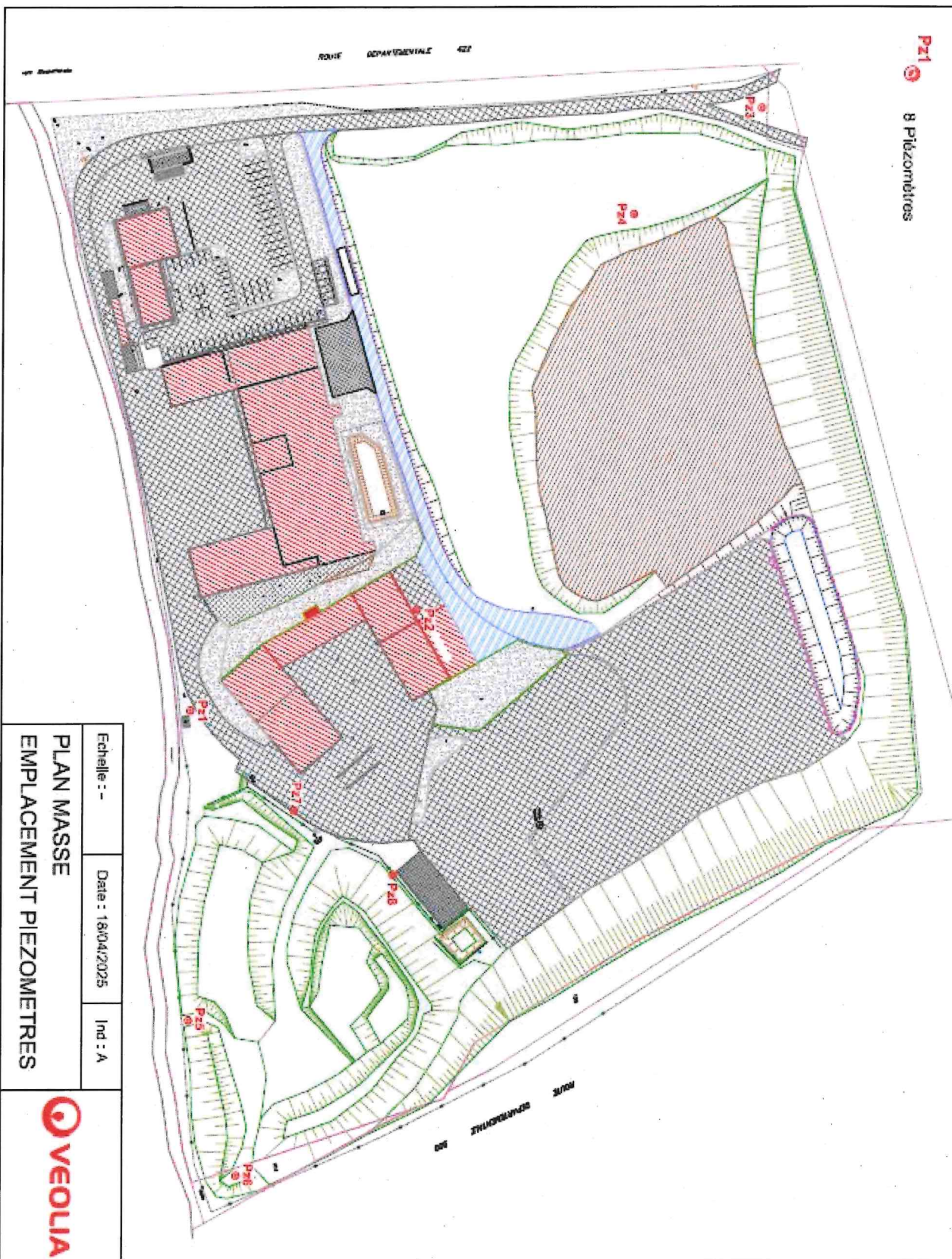
- au sous-préfet de l'arrondissement de Molsheim ;
- au maire de Rosheim, siège de l'enquête ;
- aux communes d'Altorf, Bischoffsheim, Dorlisheim, Griesheim-près-Molsheim et Molsheim concernées par l'affichage.

Pour le préfet, le préfet délégué,
le secrétaire général,

Mathieu DUHAMEL

ANNEXE



Pz1 8 Piezomètres



PLAN MASSE
EMPLACEMENT PIEZOMETRES

Echelle : -
Date : 18/04/2025
Ind : A

